

L'agroécologie au coeur du partenariat avec le Bénin



Du 10 au 17 octobre 2021, 10 établissements de l'enseignement technique agricole français, publics et privés, ont participé, suivis par une équipe de tournage, à la mission au Bénin proposée et accompagnée par le BRECI et les animateurs du réseau Afrique de l'Ouest. Cette mission avait pour principal objectif de renforcer la coopération entre établissements d'enseignement agricole français et béninois en co-construisant des partenariats pérennes, avec l'agroécologie comme thématique structurante.

Des visites de sites agroécologiques

Au Bénin, l'agroécologie revêt une importance toute particulière : plus qu'une alternative à l'agriculture intensive, l'agroécologie est bel et bien un mode de vie. Il s'agit d'une agriculture qui respecte l'environnement, préserve l'écosystème et garantit la santé pour les consommateurs, les producteurs et les populations qui partagent le milieu de vie, dans le sens de l'harmonie.



Pour mieux saisir la particularité de l'agroécologie au Bénin,

voici le « compte rendu en forme de carnet de voyage, mêlant impressions sur le vif et questionnements rétrospectifs » de l'un des participants à cette mission collective, Loïc Robin, formateur en expression et communication au CFA de Saint Aubin du Cormier : [Pour une agroécologie vaudoue](#)

Afin d'appréhender sur le terrain des exemples d'agroécologie menés par de jeunes entrepreneurs comme par des ONG, plusieurs sites faisant partie de la Fédération d'Agroécologie du Bénin (la FAEB) ont été visités dans le Sud du pays : de la ferme Biosphère et Traditions à Pahou au CEVASTE – Centre d'Expérimentation, de Valorisation de l'Agroécologie, des Sciences et Techniques Endogènes – près de Ouidah, en passant par Les Jardins de l'espoir à Cotonou même et le Centre Damien de Molokaï près d'Abomey-Calavi.



D'une surface de 0,5 à 4ha, ces sites paraissent tous à même d'accueillir des apprenants d'établissements agricoles français, pour des stages en maraîchage, transformation, vente, expérimentation, protection de la nature et même service à la personne (deux de ces sites comportent une école primaire).

Pour davantage de détails sur ces différents sites (ainsi que la ferme-école SAIN), voir les articles de participants à la

mission dans la dernière lettre du réseau Afrique de l'Ouest : [lettre n°10 du réseau Afrique de l'Ouest](#)

Le colloque « enseigner l'agroécologie en France et au Bénin »

Organisé à l'Institut français de Cotonou, avec le soutien du SCAC, le colloque a réuni partenaires français et béninois acteurs de l'enseignement de l'agroécologie afin d'échanger des idées et partager des expériences.

Après une ouverture proposée par Gérard Brun, attaché de coopération culturelle et universitaire à l'ambassade de France au Bénin, Rachid Benlafquih, chargé de la zone Afrique subsaharienne au Bureau des relations européenne et de la coopération internationale (BRECI) du Ministère de l'agriculture et l'alimentation français, et les animateurs du réseau Afrique de l'Ouest ont présenté l'enseignement agricole français et le plan **E**nseigner à **P**roduire **A**utrement.

Les directeurs des lycées agricoles béninois (de Sékou, Savalou, Adja-Ouèrè et Adjahonmè) ont à leur tour évoqué la place de l'agroécologie dans leurs établissements. L'enseignement supérieur agricole béninois était également représenté, avec les interventions de Père Didier sur l'IUEP en agriculture écologique qu'il dirige à Govié (formation de niveau bac+2) ; de Joseph Dossou, professeur à la Faculté des Sciences Agronomiques d'Abomey-Calavi, sur l'agroécologie et la sécurité alimentaire ; de Pascal Gbenou, enseignant-chercheur à l'Université Nationale d'Agriculture et directeur de la ferme-école SAIN, dont il a montré les liens quant à la formation pratique en agroécologie. De même, Lidwine Baloitcha, agroéconomiste et membre de l'ONG Jinukun, a exposé comment cette dernière œuvre à la formation des producteurs en agroécologie.

Puis les représentants des dix établissements agricoles français participant à la mission ont montré des exemples de situations d'enseignement de l'agroécologie : des projets

pluridisciplinaires comme « Partageons les espaces », « Et voilà le menu », « Oasis verte », des travaux pratiques comme la mise en place d'une haie bocagère, le suivi de la qualité agronomique des sols, des pratiques culturelles comme les couverts végétaux, les associations de cultures, ainsi que des solutions pédagogiques innovantes.

Pour clôturer ce colloque, les participants ont pu prolonger les échanges tout en expérimentant les possibilités d'enseignement par le jeu offertes par le *serious game* [Agrochallenges](#).



Des rencontres avec France Volontaires et des services civiques béninois

Un temps d'échange à l'Espace du Volontariat de Cotonou a permis à l'ensemble des membres de la mission de rencontrer les responsables de France Volontaires Bénin ainsi que d'anciens et de futurs services civiques béninois en lycées agricoles français.

Pour connaître tous les détails de ces rencontres, retrouvez l'[article de France Volontaires Bénin](#).

L'équipe de France Volontaires a pu réaffirmer son souhait d'intensifier la mobilisation de l'instrument service civique, avec une volonté forte de services civiques orientés vers le développement des métiers (productions agricoles, transformation, agrotourisme...). La présence et les témoignages

d'*alumni* et de futurs arrivants ont contribué à une bonne préparation de ces derniers, mais aussi à la motivation de nouveaux accueils de jeunes par les établissements français présents, et enfin au suivi des *alumni* devenus entrepreneurs. L'équipe de tournage s'est d'ailleurs rendue sur le site de production piscicole de Jemima Hounnouvi, service civique au LPA de Château-Gonthier en 2019-2020, et une partie de la délégation française a découvert l'atelier de mécanique agricole de Kévin Sianhode, service civique au LEGTA Le Chesnoy également en 2019-2020.



La co-construction des partenariats

Chacun des représentants des dix établissements agricoles français a passé deux à trois jours dans l'établissement béninois avec lequel un partenariat était à construire. Ce fut l'occasion de comparer les techniques d'enseignement, en participant ou assistant à des cours ou des travaux pratiques, de découvrir les enjeux et les réalités de l'agriculture locale par des temps d'échange et des visites de terrain, et enfin d'élaborer des plans d'actions de partenariat.

Ce sont ainsi dix chartes de partenariat qui ont été signées, entre :

- le LPA de Castelnau-le-Lez et le LTA de Savalou
- l'EPL du Var et le LTA d'Adja-Ouèrè

- le lycée Sainte-Marie et le LTA d'Adjahonmè
- le lycée La Ville Davy, le lycée St Ilan et le LAM de Sékou
- le LEGTA d'Aix-Valabre et l'École des semences à Idigny
- le LEGTA de Pontivy et l'École de transformation agroalimentaire à Sakété
- le CFA de Saint-Aubin-du-Cormier et l'École d'Horticulture à Idigny
- l'École du Nivot et, d'une part l'École de Génie Rural, d'autre part l'École d'élevage, à Kétou.

Des rencontres institutionnelles

Afin de structurer et encadrer ces partenariats entre établissements français et béninois, les responsables de la mission ont ensuite travaillé à l'élaboration de déclarations d'intentions de coopération entre institutions : entre la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche (DGER) et l'Université Nationale d'Agriculture d'une part, et la DGER et la Direction Générale de l'Enseignement et de la Formation Technique et Professionnelle d'autre part.

Cette mission a également permis de prendre la mesure de la réforme institutionnelle concernant l'enseignement technique agricole au Bénin et ses implications possibles dans nos coopérations. Une rencontre avec Marcellin Hyle et Ismaïl Moumouni, points focaux du réseau FAR au Bénin, a été l'occasion d'échanger sur les enjeux de l'enseignement agricole technique au Bénin, dont l'importante réforme a également été évoquée avec des représentants de l'Agence Française de Développement, puis avec Fructueux Aho, directeur de l'Agence de Développement de l'Enseignement Technique, agence rattachée à la Présidence du Bénin.

Des réunions ont été menées aussi avec des enseignants-chercheurs de la Faculté des Sciences Agronomiques d'Abomey-Calavi afin d'échanger sur les possibilités de collaboration de l'enseignement technique agricole français dans le cadre du projet Biovalor (PEA porté par l'Institut Agro de Montpellier) et d'effectuer un point d'avancement quant au projet FABé0c (réponse des lycées agricoles de Riscle et de Castelnau-le-Lez à l'appel à projets de la région Occitanie « Agroécologie et alimentation durable en Afrique »).

Enfin, les activités, réalisations et perspectives de la mission ont été présentées à M. Vizy, ambassadeur de France au Bénin, qui a accueilli très favorablement les initiatives de la DGER et du réseau Afrique de l'Ouest, qu'il encourage dans le sens d'une intensification des partenariats entre établissements, ce qui apparaît en accord avec les priorités de l'ambassade et du gouvernement béninois en matière de développement économique, agricole et rural.

Les prolongements

Les dix établissements agricoles français ayant participé à cette mission et signé des chartes de partenariat avec leurs homologues béninois vont participer à la formation proposée par les réseaux Afrique « Concevoir, mettre en œuvre et réussir un projet de coopération avec l'Afrique subsaharienne ». De cette façon, chacun pourra formaliser son propre projet de coopération avec son partenaire béninois et s'inscrire dans les possibilités d'un projet Erasmus co-écrit par l'ENSFEA, l'Institut Agro de Montpellier et le réseau Afrique de l'Ouest. Ainsi, divers projets de mobilités réciproques pourront se concrétiser dès la prochaine année scolaire.

Le BRECI et le réseau Afrique de l'Ouest préparent aussi deux projets afin de poursuivre les actions de coopération engagées lors de cette mission au Bénin.

L'un porte sur le renforcement de capacités de l'Université

Nationale d'Agriculture à travers un voyage d'étude de sept jours en France afin d'appréhender le modèle français et d'en dégager les éléments adaptables au contexte béninois pour répondre à la nécessité d'assurer l'ancrage territorial, assurer l'insertion professionnelle de ses apprenants et le renforcement des compétences des enseignants (pratiques, pédagogiques, en ingénierie de formation). Il s'agira donc au cours de la semaine de visiter plusieurs établissements d'enseignement agricole français et leurs centres constitutifs ainsi que l'ENSFEA. Des rencontres seront également prévues à Paris, à la DGER (BRECI et Inspection de l'enseignement agricole).

L'autre s'intitule « **Culture et agriculture : sensibiliser et former à l'agroécologie en France et au Bénin par l'interculturalité** ». Un artiste béninois, rencontré au cours de la mission, sera en résidence dans un lycée agricole français pendant trois mois, de sorte à réaliser avec l'équipe pédagogique et les apprenants un projet interculturel, via l'oralisation de textes co-écrits dans et sur la nature. Dans la droite ligne de la mission de l'enseignement agricole français au Bénin sur la thématique de l'agroécologie, ce projet a pour objectifs de consolider et développer les partenariats entre établissements agricoles français et acteurs béninois de l'agroécologie. Aussi, il favorisera les mobilités entrantes et l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale et contribuera à la mise en œuvre du plan Enseigner à Produire Autrement dans un contexte de coopération internationale, en particulier l'axe 1 « Encourager la parole et l'initiative des apprenants sur les questions des transitions et de l'agroécologie » et l'axe 4 « Développer l'animation des territoires et l'essaimage des pratiques innovantes ».

Enfin, le film réalisé par ComSonImage pendant cette mission sera diffusé dès le premier trimestre 2022, notamment lors du Salon International de l'Agriculture à Paris.

Contacts :

Vanessa FORSANS, Jean-Roland ARBUS, co-animateurs du réseau Afrique de l'Ouest, vanessa.forsans@educagri.fr, jean-roland.arbus@educagri.fr

Rachid BENLAFQUIH, Chargé de mission Afrique / Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale / Expertise internationale au BRECI-DGER, rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr

Le « nouveau » réseau CEFAGRI

– Vanessa, vous êtes la nouvelle animatrice du Réseau CEFAGRI de l'enseignement agricole : pouvez-vous nous présenter ce réseau ?

CEFAGRI, pour « Conseil Expertise Formation Agricole à l'International », est la nouvelle dénomination du réseau CEFPI créé par le Bureau des Relations Européennes et de la Coopération Internationale (BRECI) de la DGER en 2018 et animé jusqu'en 2021 par Sandrine Marchand.

Ce réseau thématique et transversal contribue à la mission de coopération internationale de l'enseignement agricole et bénéficie donc, comme les réseaux géographiques, du pilotage du BRECI.

En termes de capacités de conseil, de formation et d'expertise, l'enseignement agricole dispose d'un remarquable potentiel d'intervention par la richesse et la diversité de ses expériences. Les attentes et besoins d'appui et de conseil en matière d'ingénierie de formation, de dispositif de formation, d'expertise technique s'amplifient, en particulier

de la part des pays en transition, et la DGER est régulièrement sollicitée par ses partenaires internationaux. Par ailleurs, les professionnels français sollicitent régulièrement l'appui des acteurs de la formation agricole pour soutenir leur développement à l'international. Ainsi, CEFAGRI est un réseau transversal amené à interagir avec le monde professionnel et apportant un appui aux réseaux géographiques de la DGER.

Il concerne tout personnel de l'enseignement agricole intéressé par une valorisation de son expérience professionnelle à travers des missions de conseil, d'expertise ou de formation, dans son champ de compétences, à l'étranger, quel que soit le continent. Ces missions peuvent être menées à titre individuel ou dans le cadre de partenariats internationaux de l'établissement, dans le cadre de la stratégie Europe et international du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et selon les axes stratégiques de la DGER, en collaboration avec des acteurs du territoire, du monde professionnel agricole, dans le cadre de projets Erasmus+, FSPI, coopération décentralisée...

– Pourquoi avoir postulé pour cette mission d'animation de réseau ?

Suite à l'appel à candidatures lancé par le BRECI en juin 2021 pour l'animation de différents réseaux, j'ai souhaité postuler pour celui-ci car étant déjà co-animatrice du réseau Afrique de l'Ouest, je pouvais à la fois m'appuyer sur cette expérience et mesurer l'importance de la transversalité du réseau CEFAGRI. Travaillant avec d'autres réseaux, notamment Afrique et Amérique latine, j'ai connaissance de divers partenariats à l'international en matière d'ingénierie de formation et d'expertise technique.

J'ai eu l'occasion de contribuer à plusieurs réponses à des appels à projets qui m'ont permis d'appréhender l'environnement de l'expertise en matière de formation

agricole, et ce en partenariat avec divers acteurs tels que l'Institut Agro, l'ENSFEA, FranceAgriMer, Campus France, des Conseillers aux Affaires Agricoles, l'Agence Française de Développement, le réseau FAR (Formation Agricole et Rurale), des ONG comme le CFSI (Comité Français pour la Solidarité Internationale, l'AFDI (Agriculteurs Français Développement International) ou France Volontaires.

Il me revient maintenant de bien identifier les établissements de l'enseignement technique agricole déjà engagés à l'international, dresser les contours de l'offre nationale, la rendre plus visible, et faciliter les échanges d'expérience entre établissements afin de mobiliser au mieux ce vivier d'expertise.

– En quelques mots, quels sont les objectifs que vous allez poursuivre en 2022 pour le réseau CEFAGRI?

Je vais faire en sorte d'entraîner une dynamique de réseau, en allant à la rencontre des acteurs de la coopération dans les établissements ou, par exemple, en proposant des réunions d'information sur l'existence et le fonctionnement du réseau CEFAGRI auprès des DRAAF, lors des formations de chefs d'établissements, et d'enseignants stagiaires à l'ENSFEA, des réseaux CNEAP...

Je compte également travailler en partenariat avec les DRIF et l'Inspection de l'enseignement agricole, le réseau FAR ou le service DEFIS (Développement, Expertise, Formation, Ingénierie pour le Sud) de l'Institut Agro Montpellier, avec lesquels des contacts sont déjà établis.

Des échanges en distanciel, sous forme de webinaires par exemple, pourront s'organiser de sorte à entretenir une communication régulière avec les différentes parties prenantes de ce réseau.

À la faveur de réponses à des appels à projets (émanant de

différents organismes, ministères, régions,...), il sera aussi possible de collaborer avec des opérateurs comme FranceAgriMer, Expertise France, et des organismes de coopération agricole comme l'AFDI, dans la perspective de mobiliser le vivier d'experts identifié dans l'enseignement agricole.

– Comment définissez-vous un expert de l'enseignement agricole et qu'est-ce qu'une mission d'expertise à l'international ?

Un expert est tout simplement quelqu'un qui, par son expérience, sa pratique, a acquis des compétences techniques et professionnelles qu'il est à même de transférer dans un contexte étranger. Des capacités d'ouverture, de bonnes qualités relationnelles et d'adaptation à des environnements culturels et professionnels variés sont également nécessaires pour réaliser des missions d'expertise à l'international.

Les missions d'expertise peuvent concerner les différents domaines de formation proposés par l'enseignement agricole, en renforcement de capacités, formation de formateurs, gouvernance des établissements agricoles, qu'il s'agisse de dispenser une formation en aquaculture, en agroéquipement, en viticulture, en agroalimentaire, en horticulture..., d'animer un atelier d'harmonisation de référentiels, d'effectuer un diagnostic territorial, ...

Des exemples concrets seront bientôt disponibles sur ce site-même à travers des « portraits d'experts ».

En attendant, j'invite toutes les personnes de l'enseignement technique agricole intéressées par les possibilités d'expérience à l'international qu'offre le réseau CEFAGRI à se faire connaître en remplissant ce questionnaire :

<https://www.askabox.fr/repondre.php?s=425395&r=SPFJYBHulSZy>

Contacts :

Vanessa FORSANS, animatrice du réseau CEFAGRI,
vanessa.forsans@educagri.fr

Rachid BENLAFQUIH, Chargé de mission Afrique / Éducation à la
citoyenneté et à la solidarité internationale / Expertise
internationale au BRECI-DGER,
rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr

De retour en Afrique après un service civique en lycée agricole (2)

Elle s'appelle Jemima Hounnouvi, a 23 ans, et a
créé son entreprise de pisciculture au Bénin,
après un service civique au lycée agricole de
Château-Gontier.



Ma mission de service civique au LPA de Château-Gontier

Après ma licence en agronomie, j'ai été retenue pour une mission de volontariat de service civique en octobre 2019. Cette mission a été possible grâce à France Volontaires et l'OBSVJ (Office Béninois des Services de Volontariat des Jeunes), en partenariat avec CREDI-ONG (Centre régional de Recherche et d'Éducation pour un Développement Intégré) et le Lycée des Métiers de l'Agriculture de Château-Gontier, ainsi que le Refuge de l'Arche. Mon travail pendant ma mission a été d'abord de représenter les valeurs culturelles de mon pays auprès des élèves et personnels du lycée, mais aussi de capitaliser des expériences dans le domaine de la faune locale.

Parallèlement au travail à l'animalerie du lycée et au Refuge de l'Arche (pour la protection de la faune sauvage), j'ai beaucoup participé aux activités de pisciculture, comme la pêche d'étang avec le directeur de la pisciculture du lycée des métiers de l'agriculture, sur le site de production aquacole. Pour la fin de ma mission, j'ai réalisé une conférence webinaire qui a été diffusée en direct sur ma page Facebook.

De retour au bercail le 28 juin 2020, j'ai démarré ma restitution le 06 juillet pour finir le 06 octobre. Durant

cette période, j'ai pu partager mes expériences en matière d'organisation du travail en tant qu'assistante du chargé de tourisme à CREDI-ONG, dans la commune d'Abomey-Calavi.

La création de mon activité piscicole au Bénin

Pendant ma mission, j'ai eu connaissance par France Volontaires de l'opportunité que l'OFII offre pour une réinsertion au retour. C'était important pour moi de la saisir vu que j'avais un projet d'entrepreneuriat, mais pas les moyens financiers nécessaires pour le mener à bien.



À mon retour au Bénin, dans le cadre de la restitution de la mission (3 mois avec CREDI-ONG), j'ai aussi réalisé des investigations avec le gérant d'une entreprise petit poisson qui est partenaire de CREDI-ONG. J'accompagnais mon supérieur sur les sites de production de poisson tilapia. Nous allions voir aussi les marchands installés sur les lacs afin d'aider à la distribution des poissons aux revendeurs et grossistes à la fin des cycles. Après avoir remarqué la rentabilité de cette technique de production et la disponibilité du marché, j'ai donc décidé de me tourner vers ce projet avec l'opportunité offerte par l'OFII.

Ainsi, j'ai choisi de mettre en place le projet « production et vente de poisson tilapia ». Le site d'implantation est le

lac Toho, situé dans la commune de Ouidah,



Mon projet consiste donc à produire du poisson tilapia monosexé dans des cages fixes sur un lac. Il s'agit de prendre des alevins et passer à l'étape de grossissement. Ces alevins sont déposés dans une cage fixe installée dans le lac pour engraissement jusqu'à maturité. Les alevins après engraissement auront le poids moyen de 400 grammes requis au moment de la vente. Avec une estimation de 12 tonnes 600 kg de poissons d'ici 5 ans, mon objectif à moyen terme est de rassurer la clientèle en ce qui concerne l'approvisionnement en poisson.

Enfin, ce projet de production de poisson me permet d'avoir une autonomie financière. Il facilitera la création d'emploi et apporte déjà une contribution à l'économie locale.

Contacts :

vanessa.forsans@educagri.fr – animatrice des réseaux Afrique de l'Ouest et CEFAGRI, jean-roland.arbus@educagri.fr – co-animateur du réseau Afrique de l'Ouest

Rachid BENLAFQUIH, Chargé de mission Afrique / Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale / Expertise internationale au BRECI-DGER,
rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr

De retour en Afrique après un service civique en lycée agricole (1)

Ils sont Ivoiriens, Béninois, Sénégalais, Burkinabè et ont effectué au cours des années scolaires 2018-2019 et 2019-2020 une mission de service civique dans un lycée agricole en France.

De retour chez eux, ils ont d'abord partagé cette expérience avec leur structure d'envoi (ONG ou institut de formation agricole) et France Volontaires. Puis ils n'ont pas tardé à créer leur activité ou à trouver un emploi à la hauteur de leur formation.

C'est ce qu'ils nous présentent à tour de rôle dans cette série dont voici le premier portrait :



Baila BA, sénégalais, technicien horticole à Dakar après un service civique au lycée agricole de Tournus

Ma mission de service civique au LPA de Tournus

D'octobre 2018 à juin 2019, j'ai effectué une mission de service civique au Lycée de l'horticulture et du paysage de Tournus (71700). J'y ai trouvé beaucoup d'intérêt, comme la découverte d'une région française et de son agriculture, des connaissances culturelles et techniques, une ouverture sur le monde, la possibilité d'apprendre d'autres techniques horticoles, les échanges socioculturels...

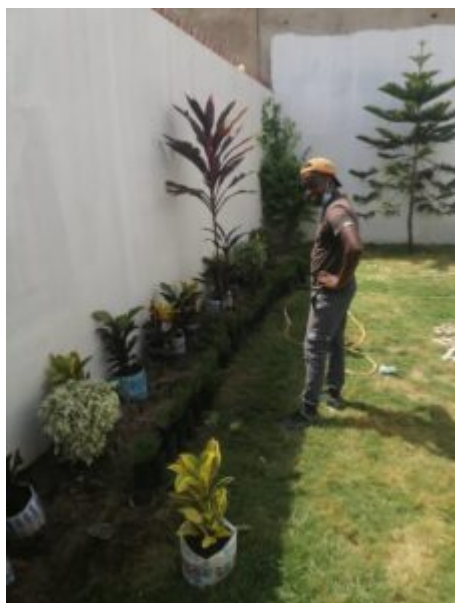
J'ai développé des compétences de travail en équipe, d'initiation au monde professionnel, de soudure, de maçonnerie paysagère. Et j'ai pu acquérir plusieurs attestations : en D.A.O. (Dessin Assisté par Ordinateur), en Sauveteur Secourisme du Travail, et le CACES (Certificat d'Aptitude de Conduite d'Engins en Sécurité).

Pour en savoir plus sur le déroulement de ma mission de service civique, vous pouvez visionner mon témoignage, enregistré lors des Rencontres du Réseau Afrique de l'Ouest au LEGTA Le Chesnoy en janvier 2019 : [Baila Ba – témoignage service civique 2019](#)

La création de mon activité horticole au Sénégal

Je suis désormais agro-entrepreneur évoluant dans l'agro-business, l'agro-alimentaire et l'aménagement paysager.

Pour mettre en route ces activités, j'ai reçu une aide de l'OFII de 6300€. J'ai pour l'instant reçu la première tranche, 4000€, et le reste est complété sur fonds propres. J'emploie directement trois personnes dans les locaux de l'entreprise et indirectement quatre personnes selon les besoins de mes chantiers.



Nous vendons des fruits et légumes avec possibilité d'abonnements et de livraison à domicile, ainsi que des jus locaux, des smoothies, des milshakes... Nous faisons aussi des études, conceptions, réalisations et suivis de jardins et espaces verts, de la décoration verte intérieure et du conseil agricole. On a pas mal de clients fixes en ce moment. On propose des prestations de bonne qualité à des prix raisonnables.

On travaille avec des particuliers mais aussi avec des entreprises et quelques ministères, surtout pour les plantes d'intérieur.



Nous sommes en train de mettre en œuvre une application mobile et un site internet pour permettre aux clients de passer des commandes en ligne. Et dans mes projets à moyen terme il y a la création d'un entrepôt de stockage de fruits et légumes alimenté par énergie solaire, pour la vente en gros.

Contacts :

Vanessa FORSANS, Jean-Roland ARBUS, co-animateurs du réseau Afrique de l'Ouest, vanessa.forsans@educagri.fr, jean-roland.arbus@educagri.fr

Rachid BENLAFQUIH, Chargé de mission Afrique / Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale / Expertise internationale au BRECI-DGER, rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr